

COMMUNIQUE

PRECARITE ENERGETIQUE : LE COMPTE N'Y EST PAS !

La mise en place du « chèque énergie », en mai 2016, est attendue par plus de 12 millions de personnes en précarité énergétique en France. Ce phénomène frappant plus d'1 français sur 5 ne cesse de croître depuis 10 ans et ce, sans qu'aucune action publique forte n'ait vu le jour.

Si l'aide au type de chauffage concerné par cette aide publique est plus large que les tarifs sociaux de l'électricité et du gaz, ce que Force Ouvrière revendiquait lors du débat national sur la transition énergétique, il est regrettable que tous les ménages en précarité énergétique n'en bénéficient pas (environ ¼ en seront exclus). De plus, la facture énergétique moyenne d'un ménage s'élevant à 3.200 euros par an (logement et transport), ce dispositif ne résout donc pas la question de la précarité. Par ailleurs, ce « chèque énergie » d'une valeur moyenne très modeste de 150 euros va automatiquement être consommé par l'augmentation de la taxe carbone annoncée, sans concertation, par le Président de la République lors de la conférence environnementale du 25 avril dernier.

Le gouvernement en est réduit aux effets d'audience : il reprend en effet à tous bien plus que ce qu'il ne donne légèrement à quelques-uns.

Pour Force Ouvrière, cette fiscalité verte est injuste socialement et suicidaire économiquement. A l'inverse, c'est une véritable politique publique sociale de lutte contre la précarité énergétique que le gouvernement doit assurer. Cela impose des moyens publics à la hauteur : une recherche publique ciblée, des effectifs supplémentaires dans les services déconcentrés et les opérateurs du ministère chargé de l'environnement et de l'énergie, des aides ciblées aux entreprises concernées, une rénovation thermique des habitations visées menée en priorité par l'Etat et les collectivités territoriales, ainsi que des aides publiques conséquentes aux ménages concernés.

Cela impose d'en terminer, là aussi, avec la rigueur budgétaire : la lutte contre la précarité est soluble dans l'austérité !

Paris, le 10 mai 2016

Contact : **Pascal PAVAGEAU**, Secrétaire Confédéral

☎ 01 40 52 84 45 - 📞 06 76 77 70 39 - ✉ pascal.pavageau@force-ouvriere.fr